

# NOTE S.D.

N°2012-17 du 30 mai 2012

**SOMMAIRE :**

Rencontre Premier Ministre / Confédération Force Ouvrière

**Rencontre Premier Ministre / Confédération Force Ouvrière**

Une délégation FORCE OUVRIÈRE s'est rendue le 29 mai 2012, à Matignon dans le cadre des réunions bilatérales organisées par le Premier Ministre. Jean-Claude MAILLY était accompagné de Philippe PIHET, Stéphane LARDY, Pascal PAVAGEAU, secrétaires confédéraux et de Cristelle GILLARD, assistante du secrétaire général.

Le Premier Ministre était quant à lui entouré de Marisol TOURAINE, Marylise LE BRANCHU, Michel SAPIN, Arnaud MONTEBOURG et des conseillers sociaux de l'Elysée et de Matignon.

Les rencontres bilatérales avec les OS avaient pour objet notamment de préparer la conférence sociale prévue mi-juillet.

Pour ce faire, va se tenir également une réunion le 5 juin, mais cette fois en multilatérale avec l'ensemble des cinq organisations syndicales représentatives et les trois organisations patronales.

Pour FORCE OUVRIÈRE, il était important de tenir cette réunion bilatérale plus efficace que des multilatérales afin de pouvoir exposer ses revendications et mettre les dossiers urgents sur la table et de traiter de la méthode.

Lors de cette entrevue d'une heure, FORCE OUVRIÈRE a mis l'accent sur les dossiers prioritaires suivants : à savoir

- Retraites : la concertation sur le décret retraite relatif aux « carrières longues » ;
- Pouvoir d'achat/Smic ;
- Emploi/chômage et stratégie industrielle ;
- Formation professionnelle ;
- L'avenir des Services publics républicains ;
- Protection sociale ;
- Rétablissement du principe de faveur ou hiérarchie des normes et saisine du Ministère du travail à venir sur la représentativité (suite plainte BIT).

FORCE OUVRIÈRE a également insisté sur la nécessité de recréer un lieu de discussion à froid et transversal, tel l'ancien Commissariat au Plan, qui permettrait de discuter de nombreux sujets.

FO en a profité aussi pour demander la suppression du Haut conseil au financement de la protection sociale et sur un autre sujet pour réitérer sa demande de suppression du forfait justice.

FORCE OUVRIÈRE a soulevé également les problèmes de méthode concernant à la fois la réunion du 5 juin prévue en multilatérale et sur le format et le contenu que pourrait prendre la conférence sociale de mi-juillet.

En effet, pour FORCE OUVRIÈRE, il n'est pas question de s'engager formellement sur un agenda social tripartite ou un diagnostic partagé qu'affectionnent d'autres organisations. Sur ce point aucun accord de méthode ne sera mis à la signature.

FORCE OUVRIÈRE s'est dite prête à discuter mais sans qu'on nous impose rien : figure « libre » mais non imposée.

Au final et de manière générale on peut qualifier le dialogue d'aujourd'hui de « normal », il restera à juger sur les actes.

FORCE OUVRIÈRE abordera la réunion dite de méthode du 5 juin prochain en réaffirmant ses points à aborder en priorité et en mettant en garde sur la forme et le contenu ainsi que sur les participants à la Conférence de mi-juillet.

FORCE OUVRIÈRE a également souligné le contexte européen qui pèse sur le calendrier. En effet, qui peut savoir qu'elle sera la situation économique et sociale au niveau européen dans quelques semaines ou quelques mois en fonction de la renégociation ou pas des traités européens.

Prochaine étape le 5 juin prochain avant la conférence sociale qui devrait se tenir mi-juillet.